



Le 16 janvier 2013

Débat sans vote au Sénat sur l'intervention militaire française au Mali
orchestré par Laurent Fabius.

Intervention de Christian CAMBON

CHRISTIAN CAMBON

SENATEUR
DU
VAL-DE-MARNE

www.senateursump94.fr

VICE-PRÉSIDENT
DE LA
COMMISSION
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA DÉFENSE
ET DES FORCES
ARMÉES

PRÉSIDENT DU GROUPE
INTERPARLEMENTAIRE
D'AMITIÉ FRANCE-MAROC

www.groupe-francemaroc.fr

MAIRE
DE
SAINT-MAURICE

Six jours après la décision du président de la république d'une intervention militaire au Mali, le gouvernement engage ce débat en application de l'article 35 de la constitution.

Nous souhaitons tout d'abord vous faire part de notre satisfaction pour la mise en œuvre de cette disposition constitutionnelle qui permet l'information la plus précise des parlementaires au moment où nos forces armées sont engagées dans un conflit sensible.

Vous nous avez rappelé avec précision la chronologie des faits qui ont conduit à cette décision du président de la république. Depuis des années en effet, la présence de mouvements terroristes s'est intimement mêlée à l'ancienne revendication touarègue pour aboutir à une double constatation : le Mali a perdu sa souveraineté sur la moitié nord de son territoire. Le Nord Mali 16h12 Ayrault reçoit les responsables parlementaires sur le Mali ...

est devenu un véritable sanctuaire pour des djihadistes, cachant sous de soi-disant convictions religieuses toutes sortes de trafics et constituant ainsi une très lourde menace pour les pays voisins pour la France et l'Europe tout entière.

Alors que s'organisait avec difficulté la mise en place de la force africaine de stabilisation prévue par la résolution 2085 du conseil de sécurité des Nations unies, les mouvements djihadistes, ont opéré une convergence et se sont mis en mouvements afin d'empêcher la stratégie des Nations unies. Face au peu de résistance opposée par les forces armées maliennes et à l'instabilité politique qui règne au sein du régime malien depuis des mois, le risque était grand d'assister à l'implosion brutale du Mali tout entier et de voir s'installer au cœur de l'Afrique un régime terroriste menaçant l'ensemble du Sahel, une partie du continent africain et à terme l'Europe.

Dès lors, c'est à bon droit que le Président de la république a pris la difficile décision d'engager nos forces armées. C'est donc sans ambiguïté que le groupe UMP apporte son soutien à cet engagement. Par ses liens historiques avec le continent africain, par l'action qu'elle mène au titre de la coopération et du développement, la France se devait de prendre une part prépondérante pour sauver cet état ami, pour assurer la sécurité des 6000 Français qui y résident et poursuivre la recherche inlassable des huit otages français qui vivent l'enfer depuis trop longtemps.



À cet instant notre pensée va d'abord vers eux et vers leurs familles, comme nous pensons aussi avec tristesse et consternation au sort qui a été réservé au soldat français tué lors de l'assaut et à Denis Alex, l'otage, vraisemblablement assassiné, lors de l'opération de sauvetage qui a malheureusement échoué en Somalie.

Notre pensée va aussi vers le lieutenant Damien Boiteux qui a péri au Mali aux premières heures de l'offensive en s'opposant courageusement à la progression des bandes armées terroristes. Enfin nous voulons assurer nos troupes françaises et leurs alliés de notre soutien sans faille et de notre admiration. Les Français doivent savoir que c'est aussi pour leur sécurité qu'ils se battent. Que nos soldats en soient remerciés.

Si notre approbation vous est acquise monsieur le ministre elle n'est ni aveugle, ni béate. Elle se veut responsable et lucide. Pour avoir déjà connu l'engagement de nos forces au Liban, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, et en Libye, la France est hélas bien placée pour mesurer tous les risques qui pèsent sur une telle opération. Le devoir de la représentation nationale à travers ce débat est de vous inviter à ne pas tomber dans le piège, hélas, inhérent au choix courageux que vous avez fait.

Les risques, nous les connaissons, et lentement, au fil des jours ils vont apparaître : risques d'enlèvement, risque d'isolement, enfin risque pour la sécurité même de notre territoire si, rapidement, une solution politique ne vient pas se substituer au bruit des armes.

Le risque d'enlèvement est bien celui qui menace le plus : On le constate chaque jour avec inquiétude. C'est une guerre différente qu'il convient de livrer. C'est une guerre où la technologie la plus sophistiquée de nos armes peut-être chaque jour mis en défaut par les pratiques de guérilla sur un territoire immense que maîtrisent parfaitement ces terroristes. Pour prendre Konna, ils ne sont arrivés ni avec des chars, ni même avec des pickups. Mais en autobus, se mêlant d'abord à la population puis faisant usage soudain de leurs armes. Quel livre blanc va nous livrer les bonnes solutions, quelles armes décisives vont permettre à nos troupes de débusquer les djihadistes désormais noyés au sein des populations locales ? et quand nous aurons reconquis les villages, qui en assurera la gouvernance après ? La faiblesse ou l'inexistence des autorités locales fait craindre le pire. Certes, il y aura la MISMA, la force africaine de stabilisation. Mais croit-on réellement que des soldats ouest-africains imposeront leur autorité à Kidal, en plein fief touarègue. Et là, le risque est grand de voir maintenir pendant longtemps très longtemps des forces françaises pour empêcher le retour des insurgés. Nous n'avons pas la capacité de maîtriser dans la durée un territoire plus grand que la France et aussi accidenté que l'Afghanistan. Chacun le sait, cela n'est ni possible, ni même souhaitable. La France n'a pas vocation à occuper l'ancien Soudan français. Nous ne le pouvons pas, nous ne le voulons pas. Prenons garde de ne pas nous faire entraîner dans cette voie-là.



Le risque d'isolement n'est pas moindre. La France ne peut pas seule porter toute la lutte contre le terrorisme. Elle n'en a ni les moyens, ni la vocation. La relation de la France avec ses partenaires africains devait être fondée sur le transfert aux africains de leurs propres dispositifs de sécurité. On en voit aujourd'hui les limites.

Aujourd'hui, nous intervenons et presque seuls. Une fois de plus, l'Union européenne vient de montrer qu'elle n'est pas au rendez-vous. L'Europe n'est pas en capacité d'avoir une politique et des moyens d'action communs vis-à-vis du flanc sud du continent. Et nous n'avons visiblement pas converti l'Europe à l'Afrique. Il est vrai, nous recevons de nombreux concours logistique, des moyens de transport de troupes qui nous font toujours défaut, mais de soldats expérimentés susceptibles de participer activement à cette opération nous n'en voyons pas venir.

Il faudra en tirer les leçons, d'abord, pour notre propre politique de défense à un moment où on finalise le Livre blanc. Pour l'Europe ensuite, à quelques jours du 50e anniversaire du traité d'amitié franco-allemand, il nous faudra dépasser notre déception et donner une nouvelle ambition à la coopération franco-allemande.

Les États-Unis nous apportent leurs encouragements et un soutien non négligeables pour le renseignement et la logistique. Au regard de notre propre engagement en Afghanistan, est-ce bien suffisant ? L'Algérie enfin va peut-être commencer à jouer le rôle essentiel qui doit absolument être le sien. Forte d'une armée de 400 000 hommes, elle est la seule puissance militaire de la région. Fermer ses frontières, autoriser le survol de son territoire, tout cela est utile mais on peut s'interroger sur des attitudes ambiguës du passé. Et si la presse algérienne semble redouter des relents de néocolonialisme dans la présence militaire française actuelle au Mali, il faut que l'Algérie, avec l'aide de la France, prenne toute sa part dans la résolution de ce conflit car, c'est sa propre stabilité est aussi en jeu.

Risque enfin d'une absence de solution politique durable. Le bruit des armes n'a qu'un temps. Il faudra très vite que la France et ses partenaires aident le Mali et ses voisins à élaborer une solution politique durable. Elle devra prendre en compte les revendications anciennes des communautés touarègues mais aussi l'aspiration des populations maliennes à une société plus soucieuse de lutte contre la pauvreté que de luttes politiciennes internes. Si tel n'est pas le cas, cela aura été une opération militaire pour rien. Et tout recommencera. Avec en plus une exportation du terrorisme sur le sol français pour se venger des échecs et des destructions que nous faisons subir aux djihadistes. Ce qui vient de se passer dans le sud de l'Algérie ce matin est déjà un signe inquiétant.

Pour notre part, nous ne ferons pas non plus l'économie d'une révision de notre politique de développement vis-à-vis du Mali et des 16 autres pays



prioritaires de la coopération française. C'est, en effet, sur le terreau du sous-développement que prospèrent les mouvements révolutionnaires qui proposent l'instauration de toutes sortes de trafics comme seule réponse à la pauvreté. Le Mali est un pays pauvre, parmi les plus pauvres de la planète. Au Mali l'espérance de vie moyenne est inférieure de 20 ans à celle de nos pays européens. Un enfant qui naît au Mali a 50 fois plus de risque de mourir avant cinq ans qu'un petit Français. Or, à ne pas considérer l'Afrique subsaharienne comme une priorité absolue de notre aide au développement, nous et toute l'Europe portons une part de responsabilité dans la désagrégation de ces pays. La future loi de programmation sur le développement devra procéder à ce réexamen.

Voilà Monsieur le Ministre, pourquoi notre soutien total est aussi un soutien lucide. Au moment où, hélas, d'autres initiatives nationales du Gouvernement ne vont pas dans le sens de l'apaisement, nous vous assurons néanmoins de notre totale solidarité, parce que dans ce conflit, c'est de nos valeurs communes qu'il s'agit et c'est pour la paix du monde qu'ensemble nous nous battons.